

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 19/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG

14 rue du Plessis Bouchet
BP 145 - 44800 Saint-Herblain

Références : SRNT-2023-0878-BRENNTAG-RAP
Code AIOT : 0006301640

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2023 dans l'établissement BRENNTAG implanté 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG
- 14 rue du Plessis Bouchet BP 145 44800 Saint-Herblain
- Code AIOT : 0006301640
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG exploite sur son site de Saint-Herblain des installations de stockage, de manutention (déchargement et chargement) et de reconditionnement de produits chimiques majoritairement liquides. Elle relève du statut Seveso seuil haut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des inspections précédentes
- Récolement de l'APMD du 24 mai 2023
- Récolement de l'APMD du 12 avril 2021, entraînant l'application de l'AP d'astreinte du 24 avril 2022
- Mise en œuvre, gestion et suivi de la 1^{re} barrière technique mise en place sur les cuves

d'acides (chlorhydrique, nitrique et sulfurique) : pressostat

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Références réglementaires	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
11	MMR technique cuves acides	AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1 AP d'astreinte journalière du 25 avril 2022	Liquidation partielle d'astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Séisme	Lettre du 04/01/2023	Sans objet
12	MMR technique cuves acides : pressostat	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	NC2-13/5/20-étanchéité aire dépotage acides	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.7	Sans objet
2	FSNC+O1-21/9/21-moyens affectés au SGS	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 515-99	Sans objet
3	O4-13/5/20	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
4	FSNC2-19/11/2020 étanchéité sol cellule 4 LI	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3	Sans objet
5	2022-Stockage liquides dangereux ou polluants en attente	Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3	Sans objet
6	Dispositions constructives des cellules 3 et 4	Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 4	Sans objet
7	Désenfumage	AP de Mise en Demeure du 24/05/2023, article 1	Sans objet
9	Réexamen EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
10	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de solder les points de contrôles des précédentes visites. Aussi, l'exploitant a satisfait à son arrêté de mise en demeure du 24 mai 2023. Cependant, l'exploitant n'a toujours pas satisfait à son arrêté de mise en demeure du 12 avril 2021. Il est proposé au préfet une liquidation partielle de l'astreinte journalière du 25 avril 2022. Enfin, il est attendu de l'exploitant qu'il apporte beaucoup plus de rigueur dans le suivi des mesures de maîtrise des risques et dans la démonstration de leur performance en application des guides techniques applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC2-13/5/20-étanchéité aire dépotage acides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Aires de chargement déchargement
Prescription contrôlée : Les aires de chargement et de déchargement des véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes sont étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers des dispositifs de rétention correspondant au minimum au volume de la citerne...
Constats : Ce constat concernait l'état de l'aire de dépotage de la zone CMA. Dans son courrier du 05 mai 2023, l'exploitant a indiqué être dans le processus de sélection des prestataires pour la réfection de l'aire de dépotage de la zone CMA. Dans son courrier du 07 juillet 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection 4 bons de commandes pour la réfection de la zone de dépotage acide. Les travaux sont alors prévus pour fin de l'année 2023. Dans l'attente de la réalisation de ces travaux, les fissures présentes sur l'aire ont été reprises pour assurer l'étanchéité de la zone (photos transmises par l'exploitant). Lors de la visite du 22/11/2023, l'inspection a pu constater qu'une première aire de dépotage de la zone CMA était complètement refaite et que la seconde aire était en cours de réfection. La fin des travaux pour l'ensemble de la zone est prévue pour la première quinzaine de décembre 2023. Les travaux réalisés sont constitués : <ul style="list-style-type: none">• de l'enlèvement complète de la zone bitumeuse présente. Les terres et déchets excavés ont fait l'objet d'un contrôle par la société en charge des travaux pour vérifier l'absence de pollution ;• de la création d'une nouvelle dalle béton ;• de la création de murets périphériques autour de la zone de dépotage pour garantir la bonne rétention en cas d'épandage ;• de la mise en place d'un revêtement anti acide adaptés aux produits dépotés sur la zone.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : FSNC+O1-21/9/21-moyens affectés au SGS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R 515-99
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.
Constats : Ce constat concernait la formation du personnel à l'application du PMII. Par courrier du 05 mai 2023, l'exploitant a transmis la fiche d'évaluation interne du technicien de maintenance ainsi que son titre d'autorisation de travail. Sur ce dernier, il est indiqué que ce technicien de maintenance est autorisé au « Contrôle de routine d'équipement au titre du PMII ». Ces éléments permettent de clore le point de contrôle examiné lors des inspections du 21 septembre 2021 et du 08 mars 2023. Comme indiqué dans le rapport de la visite d'inspection du 08 mars 2023, une visite spécifique sur la formation du personnel (point 1 du Système de Gestion de la Sécurité) pourra être réalisée ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : O4-13/5/20

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Massif de la rétention C313
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : — les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que...— les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que... À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.....
Constats : Ce constat concernait l'état du massif de la cuve C313. La cuve C313 a été remplacée. Par courrier du 05 mai 2023, l'exploitant a indiqué que la prestation de reprise du massif était en cours. Dans son courrier du 07 juillet 2023, l'exploitant a transmis les photos de la réfection du massif. Lors de la visite du 22 novembre 2023, l'inspection a pu constater la réalisation des travaux de réfection du massif de la cuve C313. Concernant les autres massifs de cuves, l'exploitant a indiqué lors de la visite d'inspection qu'un projet de réfection était inscrit au plan d'investissement 2024 du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : FSNC2-19/11/2020 étanchéité sol cellule 4 LI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 76.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention stockage liquides inflammables en récipients mobiles
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir, 50 % de la capacité des réservoirs associés... Pour les stockages de récipients de capacité unitaire < ou = à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à : dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, dans le autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est < à 800 l.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection du 08 mars 2023, l'inspection a pu constater que les travaux de réfection du sol de la cellule 4 ont été réalisés. Les travaux de réfection du sol de la cellule principale de l'entrepôt seront réalisés en avril et mai 2023 par l'entreprise TSI. Par courrier du 05 mai 2023, l'exploitant a transmis une photo justifiant de la réfection du sol de la cellule principale de l'entrepôt. Lors de la visite du 22 novembre 2023, l'inspection a pu constater la réalisation de la réfection des fissures présentes dans la cellule principale de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : 2022-Stockage liquides dangereux ou polluants en attente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2008, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir; - 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables sauf lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. [...]. ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce constat concernait le stockage de produits acides conditionnés en contenant mobiles situés à l'extérieur entre l'entrepôt et la zone CMA.</p> <p>Par courrier du 05 mai 2023, l'exploitant a indiqué que la zone concernée « stockage CMA » fait bien 645 m² (420 m² + 225 m²). Seule la zone de 420 m² est utilisée pour le stockage de produits conditionnés. La zone de 225 m² n'est pas exploitée. L'exploitant a précisé que le stockage de produits conditionnés en zone CMA est bien limité à 40 m³.</p> <p>La gestion des vannes d'isolement de la zone, et plus globalement sur l'ensemble du site, a été intégrée dans la procédure EN17PRCEXP05.</p> <p>Dans son plan d'action 2024, l'exploitant a prévu la réfection de cette zone de stockage CMA, et à terme, également la zone de conditionnement CMA.</p> <p>BRENTAG intégrera dans la prochaine révision de son EDD les caractéristiques précises de cette zone de stockage CMA, et révisera, le cas échéant, ses plans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions constructives des cellules 3 et 4

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/08/2021, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les cellules 1 (entrepôt de produits divers non visés par ailleurs), 3 et 4 sont séparées les unes des autres par des parois REI120.</p> <p>La toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre de la paroi séparative entre les cellules 3 - 4 et le reste de l'entrepôt.</p> <p>Cette bande est en matériaux A2 s1 d0 ou comporte en surface une feuille métallique A2s1 d0. Cette bande de protection est destinée à prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule à l'autre par la toiture.</p> <p>Les parois extérieures des cellules 3 et 4 sont des parois de degré REI120.</p> <p>Dans le cas d'une porte d'accès entre les cellules 3 et 4, celle-ci est de degré EI120.</p> <p>La porte d'accès entre la cellule 1 et la cellule 4 est de degré EI120.</p>

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 03 mars 2023, il a été demandé à l'exploitant de justifier du caractère A2 s1 d0 du flochage installé en toiture.

Par courrier du 05 mai 2023, l'exploitant a transmis la fiche technique du flochage mis en œuvre. Ce flochage est de classe A1, soit incombustible, de résistance supérieure à la classe A2.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Désenfumage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/05/2023, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, incendie

Prescription contrôlée :

La société BRENNTAG LOIRE BRETAGNE dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès 69680 Chassieu, exploitant des installations de stockage et de distribution de produits chimiques situées à Saint-Herblain, 14 route du Plessis Bouchet, est mise en demeure de respecter, pour la cellule 4, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 6 août 2021 dans un délai de 3 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.

Constats :

Par courrier du 07 juillet 2023, l'exploitant a transmis les justificatifs de réalisation des travaux, qui constituent en l'installation de 4 exutoires de fumées supplémentaires dans la cellule 4. En prenant en compte la surface existante, la surface totale de désenfumage est de 11,40 m².

Cette surface est supérieure à la surface minimale requise dans l'APC du 06 août 2021 (article 5) de 11 m².

L'exploitant a transmis le DOE des travaux réalisés.

Lors de la visite du 22 novembre 2023, l'inspection a pu constater la réalisation des travaux au niveau de la cellule 4.

L'inspection considère que la mise en demeure est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Séisme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Étude locale séisme

Prescription contrôlée :

[...]

Toutefois, il ne s'applique pas à ces installations lorsqu'une étude locale prévue à l'article 14-2 a conduit à des accélérations inférieures à celles correspondant pour une classe de sol donnée, aux zones les plus faibles indiquées aux alinéas précédents. Pour ces installations, le préfet prend acte de l'étude locale prévue à l'article 14-2 remise par l'exploitant.

[...]

Constats :

L'inspection a transmis à BRENNTAG par courrier du 04 janvier 2023, une demande de compléments relative aux documents liés à l'analyse de l'aléa sismique au niveau du site de Saint-Herblain (44).

Les demandes de compléments sollicitaient une réponse de BRENNTAG sous 3 mois, soit pour le 04 avril 2023.

Lors de la visite d'inspection, l'inspection a indiqué à BRENNTAG n'avoir reçu aucune réponse à la demande de compléments.

L'exploitant a indiqué que le sujet est en cours de finalisation avec son bureau d'études GINGER CEBTP, et que la transmission des compléments serait réalisée très prochainement.

L'inspection demande à BRENNTAG de transmettre sous 1 mois les compléments demandés dans le courrier du 04 janvier 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Réexamen EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p> <p>Constats : L'inspection a rappelé à l'exploitant que, dans le cadre la prochaine notice de réexamen de l'EDD, il était attendu dans l'étude, mise à jour ou révisée, que soit présentée la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, conformément au c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté du 26 mai 2014. Ce point précise : « [...] Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnemental. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministère chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le POI. » À ce titre, l'inspection a rappelé à l'exploitant que le « guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie » avait été publié par France Chimie en juin 2023. La prochaine notice de réexamen de l'EDD est attendue pour le 29 octobre 2024. L'exploitant a indiqué que le sujet de la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie était traité de manière nationale chez BRENNTAG. Un contrat a été signé avec BUREAU VERITAS, qui est en charge pour chaque site d'établir la liste des produits concernés et d'établir la stratégie de prélèvement. BUREAU VERITAS sera également prestataire pour BRENNTAG pour la mise en œuvre des premiers prélèvements. L'inspection a rappelé à l'exploitant que les conclusions de cette analyse devront également apparaître dans la mise à jour du POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de prélèvements environnementaux
<p>Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 : [...] Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit mettre en œuvre les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le sujet de la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie était traité de manière nationale chez BRENNTAG. Un contrat a été signé avec BUREAU VERITAS, qui est en charge pour chaque site d'établir la liste des produits concernés et d'établir la stratégie de prélèvement.</p> <p>BUREAU VERITAS sera également prestataire pour BRENNTAG pour la mise en œuvre des premiers prélèvements.</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant que les conclusions de cette analyse devront également apparaître dans la mise à jour du POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : MMR technique cuves acides

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/04/2021, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mélange incompatible</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BRENNTAG dont le siège social est situé 90 avenue du Progrès 69680 Chassieu, exploitant des installations de stockage et de distribution de produits chimiques situées à Saint-Herblain, 14 route du Plessis Bouchet est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2020 dans un délai 8 mois à compter de la date de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 mai 2020. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 avril 2021 n'est pas respecté.</p> <p>Un arrêté préfectoral d'astreinte a été pris le 25 avril 2022, auquel il est proposé une liquidation partielle.</p> <p>Les éléments de constats sont développés en partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Liquidation partielle d'astreinte</p>

N° 12 : MMR technique cuves acides : pressostat

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a souhaité contrôler la mise en œuvre et le suivi de la première barrière technique mise en place sur certaines cuves acides, destinées à prévenir le risque de mélange incompatible acide/javel.</p> <p>Les éléments de constats sont développés en partie confidentielle du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>